

Reprise du constat publié le 13 mai 2023 par Antoine LLORCA avec l'AFP :

2,4 millions de ménages en attente d'un logement social, du jamais-vu

À la fin 2022, plus de 2,4 millions de ménages français étaient en attente d'un logement social.

Selon l'Union sociale pour l'habitat, cette situation totalement inédite est une démonstration de la crise du logement, que vit l'Hexagone depuis plusieurs mois. Une situation inédite. Fin 2022, le nombre de ménages en attente d'un logement social a atteint 2,42 millions, un niveau qui n'a jamais été aussi élevé, selon un communiqué de l'Union sociale pour l'habitat (USH) publié vendredi 12 mai. C'est une hausse de 7% par rapport à 2021, détaille l'USH, qui représente les bailleurs sociaux publics et privés. Ce chiffre intègre à la fois les ménages en attente d'une première attribution et ceux déjà logés dans le parc HLM et en attente d'une mutation, au nombre de 797.000. Cependant, celui-ci ne tient pas compte des ménages éligibles à un logement social mais qui renoncent « compte tenu des délais d'attente importants et trop souvent rédhibitoires que connaissent certains territoires », ajoute l'USH.

« La crise du logement est aujourd'hui bien installée »

« La demande présente dans tous les territoires est particulièrement marquée en Ile-de-France, sur le littoral atlantique, la côte méditerranéenne, le Genevois français et la métropole lilloise », explique l'organisation. « Après des mois de déni gouvernemental, la crise du logement est aujourd'hui bien installée, et l'augmentation continue du nombre de ménages en attente d'un logement social en est l'illustration la plus criante », déplorent les bailleurs sociaux.

Avec une production de logements neufs dégingole, victime de la hausse des coûts de construction et des restrictions de l'accès au crédit, les acteurs du logement accusent de plus en plus ouvertement l'exécutif de trop peu agir sur ce front.

« L'affaiblissement des moyens financiers des organismes HLM, la diminution des APL (aides personnalisées au logement, NDLR), la hausse du taux de TVA sur la production neuve et l'absence de portage politique du sujet du logement par l'exécutif, depuis 2017, ont eu pour conséquence immédiate une baisse de la production de logements sociaux », fustige la présidente de l'USH, et ancienne

ministre, Emmanuelle Cosse.

« Il est urgent de faire l'inverse ce qui a été fait : renforcer les aides à la pierre, mettre un terme aux ponctions opérées annuellement sur les bailleurs sociaux, mobiliser le foncier public pour construire plus de logements sociaux », ajoute-t-elle.

Antoine LLORCA ave l'AFP